

46669

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/145
21 février, 1962

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

NOTE D'INFORMATION SUR LES ACTIVITES DE
L'UNESCO EN AFRIQUE

(préparée par le secrétariat de l'Unesco)

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION.....	1-4
II. PROGRAMME DE L'UNESCO POUR L'AFRIQUE.....	5-9
1. Programme régulier et programme de participation.....	5
2. Programme extraordinaire de l'UNESCO pour l'Afrique.....	6
3. Programme élargi des Nations Unies pour l'Assis. Technique	6
4. Fonds spécial des Nations Unies.....	7
5. Aide de l'UNESCO à la République du Congo (Léopoldville) dans le cadre des opérations des Nations Unies.....	8
6. Campagne internationale pour la sauvegarde des monuments de Nubie.....	8-9
III. ACTIVITE DE L'UNESCO EN AFRIQUE.....	9-24
1. EDUCATION.....	9
A. Planification	9-13
B. Cours de formation à l'intention des administrateurs	13-16
C. Enseignement primaire.....	16-17
D. Enseignement secondaire.....	18-21
E. Enseignement supérieur.....	21-22
F. Méthodes et moyens d'éducation.....	22-24
2. SCIENCES NATURELLES	25-28
A. Ressources naturelles	25
B. Coopération scientifique.....	25-27
C. Enseignement scientifique.....	27
D. Enseignement technique.....	27-28
3. SCIENCES SOCIALES.....	28-30
A. Enseignement et recherches.....	28-29
B. Cours de formation.....	29-30
C. Sciences sociales appliquées.....	30
4. SERVICES CULTURELS ET SOCIAUX.....	30-38
A. Développement communautaire.....	30-33
B. Preservation et diffusion du patrimoine culturel	33-34
C. Services d'information	36-38
D. Moyens audio-visuel.....	38

I. INTRODUCTION

Pour l'UNESCO comme pour les institutions de la famille des Nations Unies en général, l'année 1961 a été l'année de l'Afrique. L'UNESCO qui ne comprenait que deux Etats membres africains au moment de sa fondation, compte actuellement 33 Etats membres et membres associés. Devant cette situation, l'UNESCO a immédiatement adapté son Programme pour l'Afrique à ceux qu'elle a mis en oeuvre dans les autres grandes régions du monde. En effet, la part réservée à l'Afrique dans ces programmes est passée de 2 pour cent à plus de 20 pour cent pour la période 1961-1962.

C'est ainsi que l'UNESCO a aidé ses 3 membres et membres associés africains à consolider leur indépendance politique nouvellement acquise et à assurer leur progrès économique et social. Les Etats africains eux-mêmes, reconnaissent avec les Nations Unies et leurs institutions spécialisées, que la condition première de leur stabilité politique ainsi que de leur développement économique et social est d'assurer l'éducation en créant un système éducatif africain équilibré, dont la mise en oeuvre rapide remédierait à la pénurie de personnel qualifié, de techniciens, d'enseignants, d'administrateurs, de médecins, d'hommes d'affaires et de spécialistes, dont souffrent toutes les branches d'activité dans ces pays. Telle a été la conclusion unanime à laquelle sont parvenus les gouvernements africains représentés par leurs Ministres de l'Education et les délégués des ministères des finances et de la planification, lors de la conférence organisée par l'UNESCO avec la collaboration de la CEA à Addis-Abéba en mai 1961. Cette Conférence a élaboré un plan de 20 ans qui servira de charte pour le développement de l'éducation en Afrique.

Ce plan analyse les limites, quantitatives et qualitatives de de l'éducation actuelle en Afrique. Au point de vue quantitatif, 16 pour cent seulement des enfants africains fréquentent les établissements primaires et secondaires (le pourcentage mondial est de 48), 94 pour cent de ce total fréquentent l'école primaire (le pourcentage mondial est de 76 pour cent), 5,9 pour cent, les écoles secondaires (le pourcentage mondial est de 21 pour cent) et 0,09 pour cent reçoivent un enseignement supérieur (le pourcentage mondial est de 3 pour cent). Au point de vue qualitatif le système actuel doit être complètement refondu et ses programmes doivent tenir compte des postulats de l'indépendance politique et des caractéristiques principales d'une époque essentiellement technique. Il convient également de ne pas oublier la division actuelle du continent qui exige des mesures à l'échelon régional et sub-régional, ainsi que la nécessité urgente du développement.

Pour remédier à cette situation, le plan d'Addis-Abéba pour le développement de l'éducation en Afrique prévoit :

- a) de donner la priorité à l'éducation secondaire, de pallier la pénurie de personnel qualifié en élevant le pourcentage de 3 à 23 pour cent d'ici à 1981; en augmentant l'enseignement primaire de 5 pour cent chaque année, afin qu'il devienne général avant 1981;
- b) de consacrer une plus large partie des ressources nationales à l'éducation pendant les 20 années d'exécution du plan;

- c) de demander à tous les Etats Membres d'aider le continent africain à faire face au déficit annuel dans le domaine de l'éducation qui, de 140 millions de dollars en 1961, passera à 900 millions en 1970, pour descendre à 400 millions en 1980 et finira peut-être par disparaître.

Ce plan hardi et imaginatif, bien que limité a été approuvé par la direction de l'UNESCO qui a pris les mesures d'ordre pratique exposées ci-dessous en vue de sa mise en oeuvre. Il a été examiné et approuvé par le conseil économique et social qui a mobilisé toutes les ressources disponibles des Nations Unies pour aider les pays africains à atteindre les objectifs prévus. Ce plan est actuellement soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies de même qu'une résolution demandant à tous les Etats Membres d'aider les pays africains à combler le déficit annuel et invitant l'UNESCO et la CEA à convoquer une autre Conférence pour 1963, afin de réexaminer et de reviser le plan d'Addis-Abéba. La Commission accordera sûrement toute son attention à cette décision de l'Assemblée générale. Enfin, L'UNESCO, en collaboration avec la CEA, constitue une Commission des Ministres africains de l'éducation qui tiendra sa première réunion en mars 1962; elle étudiera les progrès accomplis dans l'exécution des programmes nationaux d'éducation et établira le déficit annuel de chaque pays.

Selon les recommandations du plan d'Addis-Abéba, l'UNESCO donne priorité en Afrique à l'assistance dans la planification de l'éducation qui, au cours de l'actuelle période triennale, doit couvrir 19 pays. Chacun de ces pays bénéficie d'une allocation de 100.000 dollars pour une période de deux ans, destinée à créer des organismes de planification et à recueillir les renseignements en matière d'éducation et d'économie qui permettront à ces organismes d'élaborer des programmes d'éducation à l'échelon national dans le cadre des programmes généraux de développement. La CEA, la FAO et le BIT sont associés à l'UNESCO pour aider ces 19 pays.

La conférence d'Addis-Abéba a inscrit, immédiatement après, l'enseignement secondaire. Avec l'aide du Fonds spécial des Nations Unies, l'UNESCO contribue actuellement à créer 13 centres de formation destinés aux enseignants pour les trois années qui suivent la fin des études secondaires. A partir de 1964 ces centres formeront chaque année 100 professeurs d'enseignement secondaire. En outre, L'OPEX fournit 130 professeurs d'enseignement secondaire, technique supérieur ainsi que 300 experts destinés à renforcer les cadres de l'enseignement secondaire et supérieur. L'UNESCO et le BIT ont entrepris une évaluation des ressources et des besoins en matière de personnel et ont déjà commencé à créer et à développer des instituts techniques et technologiques sur le continent africain. Le programme d'enseignement secondaire prévoit également la création à Accra d'un bureau de recherches pour l'éducation en Afrique pour le choix des manuels scolaires et des méthodes d'enseignement ainsi que la création au Cameroun d'un centre qui sera chargé en collaboration avec trois autres centres de proposer et de rechercher de nouvelles méthodes d'instruction et d'enseignement. Afin de contribuer au développement de la construction des écoles secondaires, un groupe de planification pour la construction d'écoles en Afrique composé de 8 architectes et éducateurs, a été créé au Soudan pour aider à la construction de bâtiments définitifs et provisoires. L'éducation des adultes en Afrique qui, compte tenu des décisions réalistes prises dans le domaine de l'éducation primaire, est une question prioritaire, fait l'objet d'une attention particulière et constitue une des principales activités de l'OIT et de la FAO. La question de l'enseignement sera examinée attentivement lors de la Conférence de Madagascar qui doit se réunir en septembre 1962 en vue d'élaborer un programme à long terme pour le développement de l'enseignement supérieur et des universités en Afrique.

Dans le cadre des activités de l'UNESCO, l'Afrique apporte une contribution importante à la réalisation des objectifs majeurs de coopération culturelle entre les Etats et de compréhension internationale. Les pays africains ont entrepris un vaste programme de recherches sur la culture africaine et les valeurs culturelles et c'est par là qu'ils contribueront à faire de l'UNESCO ce pourquoi elle a été fondée, une organisation véritablement universelle dont le concept d'universalité

sur la richesse et la diversité des cultures et des valeurs culturelles de tous les peuples.

II. PROGRAMME DE L'UNESCO POUR L'AFRIQUE

Les activités de l'UNESCO en Afrique pour la période 1961-62 ont été entreprises en application de 6 programmes;

1. Le Programme régulier de l'UNESCO
2. Le Programme d'urgence de l'UNESCO pour l'Afrique
3. Le Programme élargi des Nations Unies pour l'Assistance technique
4. Le Fonds spécial des Nations Unies
5. L'aide de l'UNESCO à la République du Congo (Léopoldville) dans le cadre des opérations civiles des Nations Unies
6. La campagne internationale pour la sauvegarde des monuments de Nubie

1. Programme régulier de l'UNESCO

Pour l'exécution du Programme régulier de l'UNESCO au cours de la période 1961-1962 tel qu'il a été voté par la Conférence générale lors de sa 11ème session, on prévoit une somme totale d'environ 1.700.000 \$ pour l'ensemble des pays du continent africain.

2. Programme extraordinaire de l'UNESCO pour l'Afrique

Ce programme a été élaboré en application d'une décision prise par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa 11ème session, demandant à tous les Etats membres, les membres associés et leurs organismes bénévoles, d'aider les pays africains, par l'intermédiaire de l'UNESCO, à développer leur éducation dans les domaines suivants :

- a) construction de bâtiments scolaires;
- b) production de moyens d'enseignement classiques et modernes
- c) concours d'enseignants et de professeurs étrangers pour les établissements secondaires, techniques et supérieurs;
- d) évaluation des besoins en matière d'éducation.
- e) équipement.

A. Demandes reçues

Jusqu'à présent, les Etats membres et membres associés suivants ont envoyé une demande d'assistance: Cameroun, Cameroun du Sud, Gambie, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanganyika et Zanzibar.

B. Contributions bénévoles

Depuis l'inauguration du Programme, en janvier 1961, 19 pays ont fait parvenir des propositions d'aide représentant un montant de 2.008.155 \$. Les Etats membres ont offert en outre une aide en espèce pour l'équipement et une contrepartie consistant en professeurs étrangers.

3. Programme élargi des Nations Unies pour l'Assistance technique

L'aide de l'UNESCO pour l'Afrique, telle qu'elle a été approuvée par le Programme élargi des Nations Unies pour l'Assistance technique, se monte à un total de 4.159.000 \$ pour la période 1961-62.

4. Fonds spécial

a) Projet en cours d'exécution (les chiffres sont donnés en \$ U.S.)

Deux projets sont actuellement en cours d'exécution

Pays et titre	FS organe directeur approbation (date)	Durée du projet	Experts	Bourses d'études	Equipe ment	Divers	Dépenses du Siège	Total
LYBIE								
Institut supérieur de techno- logie	Déc. 1959	1960-1968	364.750	33.000	620.000	40.685	57.800	1.116.235
MAROC								
Ecole d'in- génieurs	Mai 1960	1960-1965	320.300	-	350.000	24.070	41.100	735.470

b) Projets approuvés par l'organe directeur du Fonds spécial

Les projets supplémentaires ont été approuvés aux conditions suivantes :

Cameroun									
Année	Tranche d'âge	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1985	1985-1990	1990-1995	Total
COTE D'IVOIRE									
Ecole normale de professeurs	Mai 1961	6 ans	778.050	150.000	60.000	49.960	97.800	1.135.810	
Ecole normale de professeurs d'enseignement	Mai 1961	6 ans	687.300	140.000	60.000	42.400	85.700	1.015.400	
NIGERIA									
Ecole normale de professeurs	Déc. 1960	1961-1965	710.120	50.000	92.000	47.000	85.000	984.120	
SOUDAN									
Ecole normale de professeurs	Mai 1961	5 ans	679.625	135.000	80.000	22.725	87.700	1.005.050	
RAU									
Etablissement d'enseignement spécialisé	Mai 1961	5 ans	375.900	25.000	500.000	22.600	50.200	973.700	
									5.114.080

Seize nouveaux projets font actuellement l'objet d'un examen attentif concernant les pays suivants : Dahomey, la Fédération de Rhodésie et Nyassaland, le Gabon, le Ghana, la Guinée, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la République arabe unie, le Sénégal, le Soudan et la Tunisie.

5. Aide de l'UNESCO à la République du Congo (Léopoldville) dans le cadre des opérations des Nations Unies

En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies en application d'une résolution prise par le Conseil de sécurité le 22 juillet 1960, l'UNESCO a entrepris depuis le mois d'août 1960 un certain nombre de projets dans le cadre des opérations des Nations Unies au Congo. Cette activité revêt deux aspects différents : 1) un programme extraordinaire 2) un programme à long terme.

L'Organisation a fourni des experts administratifs en matière d'éducation ainsi que des professeurs, et a contribué en outre à l'achat de manuels et de matériel scolaires.

Avec l'accord des Nations Unies et afin de remédier à la pénurie de devises, l'UNESCO a accordé un certain nombre de bons qui permettront aux services de l'éducation nationale et aux établissements scolaires du Congo de se procurer du matériel scolaire pour une valeur de 951.301 dollars.

6. Campagne internationale pour la sauvegarde des monuments de Nubie

Afin d'éviter que les anciens monuments de Nubie qui existent en République arabe unie et au Soudan, soient submergés par les eaux du barrage d'Aswab, l'UNESCO a entrepris une campagne internationale en mars 1960, qui est destinée en partie à préserver sur place les temples d'Abu Simpel et dont le coût a été évalué à 70 millions de dollars. Les travaux devront commencer au printemps 1962 compte tenu du programme de construction du Barrage supérieur. La campagne est destinée d'autre part à préserver sur

place 1^{re} et les temples de Philae et à assurer le déplacement d'autres temples et monuments. Les travaux se monteront à une somme globale de 87 millions de dollars, dont 20 millions seront fournis par la République arabe unie.

Les premiers frais seront imputés sur le budget régulier de l'Organisation et les dépenses supérieures ultérieures devront être couvertes par des contributions bénévoles provenant à la fois des gouvernements et de particuliers et versées à un Fonds spécial créé par l'UNESCO à cette fin. Jusqu'à présent, les contributions ont consisté principalement en activités scientifiques, telles qu'enquêtes, missions d'information et fouilles auxquelles ont participé environ 20 pays. Un comité international a été créé pour l'exécution de cette campagne. En application de ses recommandations, l'UNESCO a envoyé en août 1961 une lettre circulaire invitant instamment les Etats membres à apporter leur contribution bénévole.

III. ACTIVITES DE L'UNESCO EN AFRIQUE

1. Education

A. Planification

La Conférence des Etats africains pour le développement de l'éducation en Afrique, organisée par la Commission économique pour l'Afrique et par l'UNESCO qui s'est tenue à Addis-Abéba du 15 au 25 mai 1961, représente une étape fondamentale vers l'expansion et l'amélioration du système d'éducation des pays africains dans le cadre de leurs programmes de développement économiques et social.

Les représentants de 39 Etats et territoires, ainsi que les observateurs de 24 gouvernements et du Saint Siège ont pris part à la Conférence. Celle-ci a permis de dresser un inventaire des besoins africains en matière d'éducation et d'étudier des problèmes essentiels tels que le financement du développement de l'éducation, la planification de l'éducation et les conditions préalables à la formation de spécialistes, et de techniciens à l'orientation professionnelle et à l'éducation des adultes. Elle a adopté les grandes lignes d'un plan pour le développement africain prévu pour une période de 20 années et a invité l'UNESCO à prendre contact avec les gouvernements et les organismes qui sont en mesure d'apporter une contribution importante et d'aider les gouvernements africains à coordonner leurs propres efforts avec l'aide extérieure dont ils bénéficient.

Compte tenu des recommandations de la Conférence, l'UNESCO a créé un centre d'analyse des besoins en matière d'éducation, chargé de rassembler et d'étudier les renseignements, les programmes et les besoins des pays africains en matière d'éducation.

Elle a organisé une réunion des Ministres africains de l'éducation qui se tiendra au Siège de l'UNESCO en février-mars 1962 en vue de définir le système le plus efficace pour la revision des programmes nationaux et internationaux et des projets qui ont été entrepris conformément au plan d'Addis-Abéba.

Afin d'aider les gouvernements à organiser le développement de leurs systèmes scolaires respectifs, l'UNESCO a envoyé, entre autres, les missions suivantes :

En Ethiopie, l'expert en statistiques de l'éducation, fourni par l'UNESCO au titre du Programme élargi, a travaillé à l'élaboration d'un comité d'enquête institué par le Gouvernement Ethiopien à la suite des recommandations de la Conférence des Etats africains à Addis-Abéba sur le développement de l'éducation en Afrique. Un plan pour le développement de l'éducation en Ethiopie a été présenté au Gouvernement en août 1961.

En Côte d'Ivoire, un expert en planification de l'éducation a aidé le Gouvernement, au titre du Programme régulier de l'UNESCO, à reviser le programme des études dans le cadre des plans élaborés par le Gouvernement de Côte-d'Ivoire pour développer un système d'éducation. Le Gouvernement a déclaré qu'il serait désireux de bénéficier dans ce domaine d'une aide supplémentaire de l'UNESCO.

Au Niger, un expert, nommé au titre du Programme élargi de l'Assistance technique, a effectué une mission de trois mois visant à conseiller le Gouvernement sur les mesures qui doivent être prises pour le développement de l'éducation dans le pays. Il a présenté un rapport comprenant une analyse statistique de la situation actuelle de l'éducation, des suggestions destinées à améliorer cette situation en tenant compte de problèmes tels que l'insuffisance de la fréquentation des écoles et des recommandations concernant la création d'un système administratif chargé de la planification de l'éducation, en application du plan adopté par la Conférence des Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique.

Au Sierra Leone, une mission composée de deux professeurs appartenant à l'Université de Toronto et d'un membre du Conseil de l'éducation de Toronto (Canada) a été envoyée au Sierra Leone, de juillet à septembre 1961,

à la demande adressée par le Gouvernement au titre du Programme extraordinaire. Cette mission a présenté des recommandations concernant l'organisation nécessaire au développement de l'éducation, à l'expansion et à l'amélioration de l'éducation. Le Gouvernement du Sierra-Leone a mis trois fonctionnaires à la disposition du Groupe de planification de l'enseignement pour appliquer les recommandations des consultants.

En Haute-Volta, une mission composée d'un économiste, d'un statisticien démographe de l'Université de Montréal et d'un inspecteur de l'enseignement de la province de Québec (Canada) s'est rendue en Haute-Volta de juillet à septembre, à la demande du Gouvernement et au titre du Programme extraordinaire de l'aide financière aux Etats membres et membres associés africains. Les trois consultants ont participé à un groupe de planification de l'enseignement créé par le Gouvernement et comprenant également deux spécialistes de Haute-Volta. Le rapport présenté au Gouvernement comprenait des recommandations relatives à la création d'un système administratif et à un plan provisoire pour le développement de l'éducation jusqu'en 1964, ainsi que des projets expérimentaux portant sur la période ultérieure.

Des dispositions ont été prises pour le recrutement de groupes de planification de l'enseignement destinés au Cameroun, au Libéria et à la Somalie, au titre du Programme extraordinaire et au Ruanda-Urundi au titre du Programme élargi. Madagascar et le Tanganyika ont également adressé une demande d'assistance dans ce domaine.

Au Congo (Léopoldville), l'UNESCO a offert son assistance, dans le cadre des opérations civiles des Nations Unies, aux autorités éducatives pour la planification à long terme d'une révision des programmes scolaires,

l'élaboration de plans concernant le développement de l'éducation et la formation du personnel enseignant qui constituent des problèmes majeurs pour le développement de l'éducation au Congo..

Une Commission de réforme de l'éducation secondaire a élaboré, avec la participation active des experts de l'UNESCO, une nouvelle structure de l'enseignement secondaire général et a soumis un programme détaillé pour la première année d'études. Ce plan de réforme a été mis en oeuvre par décret du chef de l'Etat en date du 17 juillet, à compter du début de l'année scolaire 1961-1962. Une sous-commission pour l'enseignement commercial a commencé ses travaux avec la participation d'experts de l'UNESCO qui a également envoyé des experts pour contribuer à l'élaboration d'un projet tendant à créer une nouvelle législation en matière d'éducation et à établir des plans à long terme pour le développement de l'éducation.

B. Cours de formation à l'intention des administrateurs

Le développement et la revision des systèmes d'éducation actuellement appliqués dans les pays africains, la nécessité d'organiser ce développement dans le cadre plus vaste des plans nationaux pour le progrès culturel, social et économique, vont nécessiter, dans les années à venir, un nombre croissant d'éducateurs familiarisés avec les méthodes modernes d'administration et de planification de l'enseignement et de contrôle des établissements scolaires.

En conséquence, un cours de trois mois a été organisé à Khartoum, Soudan, au titre du Programme régulier, pour fournir du personnel éducatif supérieur aux pays tropicaux d'Afrique :

- a) pour leur faire prendre davantage conscience des problèmes concernant l'administration éducative, des tendances modernes de la pédagogie et des besoins en matière de planification de l'éducation;
- b) pour leur donner une notion plus précise de leur propre activité en liaison avec l'éducation en général et avec le développement économique et social.

Les cours seront donnés par des spécialistes familiarisés avec l'administration éducative, l'éducation comparée, l'organisation des programmes scolaires, les méthodes d'enseignement, la psychopédagogie, et les problèmes économiques et statistiques de l'éducation. Ces spécialistes dirigeront les étudiants, au moyen de conférence et de discussions en groupe, sur les sujets suivants :

- a) étude comparée de la situation de l'éducation dans les pays tropicaux d'Afrique qui appliquent le système qui est en vigueur au Soudan, tout en tenant compte des relations étroites qui existent entre les facteurs éducatifs économiques et sociologiques;
- b) méthodes modernes d'organisation et d'administration en liaison avec l'administration et la planification du système national d'éducation;
- c) découvertes récentes dans le domaine de l'éducation, notamment en liaison avec la psychopédagogie, la sociologie, l'organisation des programmes scolaires, les méthodes d'enseignement et leur répercussion sur l'organisation de l'éducation;

- d) relations entre les progrès de l'éducation et de l'économie et ses conséquences sur l'administration et la planification de l'enseignement .

Trente-sept hauts fonctionnaires de l'éducation et membres du corps enseignant appartenant à huit pays africains de langue française et anglaise suivent ces cours.

Dans le cadre des opérations civiles des Nations Unies les mesures suivantes ont été prises au Congo (Léopoldville), au titre du Programme extraordinaire de l'UNESCO pour la formation du personnel enseignant.

- a) organisation à Léopoldville, en mai 1961, d'un cours suivi par vingt trois hauts fonctionnaires des services centraux et provinciaux de l'éducation et par sept observateurs représentant des établissements privés;
- b) mise en oeuvre à Luluabourg (Kasai) en juillet-août 1961, d'un projet pilote comprenant trois séries de cours suivis respectivement par neuf candidats à l'inspection, quarante cinq directeurs et quatre vingt professeurs de l'enseignement primaire;
- c) création d'un Institut national de pédagogie inauguré le huit octobre, et chargé essentiellement de former des professeurs d'enseignement secondaire et de perfectionner des professeurs d'enseignement supérieur ainsi que des recherches dans le domaine de la pédagogie appliquée;
- d) organisation à Genève (23 octobre 1961) d'un cours spécial d'une durée de sept mois à l'intention des fonctionnaires supérieurs congolais de l'éducation, en collaboration avec le Bureau international de l'éducation et l'Institut de pédagogie de l'université de Genève.

Si l'on peut réunir les fonds nécessaires, d'autres projets seront exécutés au cours de la deuxième année, par exemple : cours de formation et de perfectionnement à l'intention des professeurs et des inspecteurs de l'enseignement primaire, organisation de l'inspection de l'enseignement secondaire, adaptation et publication des manuels destinés aux écoles professionnelles techniques, éducation des adultes et coordination de la recherche scientifique.

La Conférence générale de l'UNESCO a accordé, lors de sa onzième session, une "aide" pour la formation de cadres des services de l'éducation chargés d'élaborer et de mettre en oeuvre les plans nationaux prévus pour le développement de l'éducation dans les pays membres arabes. L'UNESCO et le Gouvernement libanais préparent actuellement un accord pour la création, la mise en oeuvre et l'entretien d'un centre destiné à former des cadres pour les services de l'éducation dans les états arabes.

C. Enseignement primaire

Une aide a été apportée en vue de la création en Afrique, de deux centres régionaux de formation dont bénéficieront plus d'un pays ayant des affinités linguistiques ou culturelles, pour la formation du personnel destiné aux écoles normales d'instituteurs. Un de ces centres sera créé dans un pays de langue anglaise et sera rattaché à Makerere College, Kampala, Uganda; l'autre dans un pays de langue française, probablement à Bangui, République centrafricaine. Les pays intéressés devront s'accorder sur la situation, le fonctionnement et le financement

de ces centres, qui bénéficieront de l'aide de l'UNESCO et, éventuellement, de celle d'organisations internationales ou régionales et d'institutions bilatérales et privées. L'aide de l'UNESCO consistera à fournir du personnel enseignant, des bourses d'études et du matériel. L'un des centres sera inauguré en janvier 1962 et l'autre en octobre 1962 (Programme régulier).

De nombreuses missions d'experts ont été envoyées dans des écoles normales d'instituteurs en Afrique, au titre du Programme élargi d'Assistance technique; nous n'en citerons ici qu'un seul exemple :

La pénurie généralisée de professeurs qualifiés, jointe à la dispersion de la population dans toute l'Ethiopie, a obligé les planificateurs en matière d'éducation à résoudre le problème de l'expansion de l'éducation primaire dans les zones rurales, en organisant de nombreuses classes techniques et de petites écoles ne comprenant qu'un professeur. L'expert de l'UNESCO chargé de ces questions, fait état de résultats extrêmement satisfaisants au cours d'un séjour relativement bref dans le pays, et il a pu faire accepter ses propositions. Un programme de développement des petits établissements scolaires a été mis en oeuvre et l'expert a saisi toutes les occasions d'expliquer aux professeurs et aux élèves les méthodes appliquées dans ces écoles.

Les plans futurs comprennent une extension des méthodes préparatoires mentionnées ci-dessus, la création d'une unité mobile à l'intention des tribus nomades, la mise au point d'un manuel destiné aux professeurs et la création de trois classes modèles à la "Day School" de Haile Sélassié Ier.

D. Enseignement secondaire

1) Ecoles normales

L'UNESCO agit au nom du Fonds spécial pour l'exécution d'un certain nombre de projets destinés à l'établissement d'écoles normales de professeurs.

Au Cameroun, le Gouvernement envisage d'élever le taux de scolarisation de l'enseignement secondaire de 7.000 à 31.000 au cours de la prochaine décennie. Le Fonds spécial contribuera pendant une période de six ans, à la création et au démarrage à Yaoundé d'une école normale de professeurs. Cet établissement formera des professeurs pour l'enseignement secondaire complémentaire, des professeurs diplômés pour l'ensemble de l'enseignement secondaire et des inspecteurs de l'enseignement primaire. Il procèdera également à des travaux de recherches et d'orientation dans le domaine de l'éducation.

En Côte-d'Ivoire, le gouvernement envisage d'élever considérablement le taux de scolarisation au cours de la prochaine décennie. Le Fonds spécial contribuera au cours des six prochaines années à créer une école normale de professeurs, à Abidjan.

En Nigeria, la création d'un collège fédéral à Lagos a déjà été approuvée par le conseil d'administration du Fonds spécial et les grandes lignes d'un projet pour la création d'un collège analogue dans le nord, l'est et l'ouest de la Nigeria sont actuellement à l'étude.

L'enseignement secondaire au Soudan doit être largement développé. Le Fonds spécial contribuera, pendant une période de cinq ans, à créer

une cité universitaire mixte à Khartoum pour la formation préparatoire et en cours de fonction, de professeurs d'enseignement secondaire, pour la recherche et l'orientation dans le domaine de l'éducation secondaire et pour la formation d'instituteurs dans les écoles normales d'instituteurs et d'inspecteurs de l'enseignement secondaire. En outre, les deux écoles secondaires existantes, une pour les garçons, une pour les filles, seront améliorées à des fins de démonstration et pour initier les étudiants à la pratique de l'enseignement.

ii) Recrutement du personnel enseignant

De nombreux Etats membres ont demandé à l'UNESCO de les aider à recruter du personnel pour l'enseignement secondaire et technique. Le programme extraordinaire pour l'aide financière aux états membres et aux membres associés africains fournira 61 professeurs à 13 pays. En plus du nombre de professeurs fournis jusqu'à présent, des demandes réclamant 600 professeurs ont été reçues.

Au Congo (Léopoldville), l'UNESCO met en oeuvre, dans le cadre opérations civiles des Nations Unies, un programme extraordinaire destiné à aider les autorités congolaises à renforcer et à organiser les services administratifs le Ministère de l'éducation ainsi que les ministères provinciaux. Le programmes prévoit également d'améliorer l'organisation de l'enseignement secondaire. A cette fin, des spécialistes de diverses disciplines de l'enseignement ont été mis à la disposition du gouvernement. Soixante quatre professeurs de l'enseignement secondaire (général, technique et formation de professeurs) appartenant à 11 pays, ont enseigné dans les différentes écoles du Congo au cours de l'année scolaire 1960-1961. Au cours de la présente année scolaire 50 professeurs

sont en service dans cinq provinces de la République. En même temps, des experts de l'UNESCO ont aidé le Ministère de l'éducation à élaborer un programme extraordinaire pour l'enseignement secondaire, qui devait entrer en vigueur au début de l'année scolaire 1961-1962.

iii) Séminaires

Un séminaire à l'intention des Etats arabes s'ouvrira en 1962 et traitera des questions relatives à l'enseignement secondaire général, y compris les objectifs, les programmes, les manuels scolaires, les examens et la formation de professeurs.

Un séminaire sur l'adaptation des programmes des écoles secondaires aux besoins du progrès économique et social et aux valeurs culturelles de l'Afrique, se tiendra en 1962. Auparavant, des études seront entreprises sur les recherches déjà en cours dans ce domaine en Afrique et sur les problèmes essentiels qui s'y rattachent. On étudiera également les programmes des écoles primaires qui représentent la base des programmes secondaires.

iv) Construction de bâtiments scolaires

La conférence générale a examiné les besoins africains en matière d'éducation, au cours de sa onzième session, et a donné la priorité à la construction de bâtiments scolaires. Un plan pour l'aide à la construction de bâtiments scolaires, élaboré en 1961-1962 au titre du Programme extraordinaire pour l'Afrique, prévoit la création d'un groupe central de planification scolaire et de services nationaux de construction. Ce groupe est chargé d'élaborer un plan modèle et des éléments types avec estimation des coûts pour les bâtiments d'écoles secondaires, comprenant des salles

spéciales et des facilités de logements pour le personnel et les élèves.

A la suite des travaux préliminaires effectués au Soudan par un expert en construction de bâtiments scolaires, au titre du Programme d'assistance technique, et en accordance du Centre international d'information et de développement pour la construction et le logement (Rotterdam, Pays-Bas), il a été décidé de créer un Bureau régional pour la construction de bâtiment scolaires à Khartoum. Ce Bureau sera chargé d'organiser et de diriger, dans trois pays africains, la construction d'écoles normales de professeurs et d'un pensionnat. Les travaux devront débiter avant la fin de 1961.

E. Enseignement supérieur

Afin d'accélérer la formation de spécialistes de toutes les branches de la science et de la technique, dont les pays nouvellement indépendants, notamment sur le continent africain, ont un urgent besoin pour assurer leur développement économique et social, une campagne pour des bourses destinées à la formation de personnel universitaire en Afrique, a été lancée en 1961, demandant aux Etats membres de fournir aux états nouvellement indépendants un grand nombre de bourses et d'allocations d'études. Cette campagne doit assurer 300 bourses destinées à former des spécialistes désireux d'occuper un poste universitaire dans les sciences fondamentales, les sciences sociales, les humanités et les méthodes d'accès aux masses, en vue d'études à long terme, dans le cadre du développement économique et social du pays bénéficiaire. Au 11 août 1961, 10 Etats membres avaient offert 143 bourses et, le 6 décembre 1961, 9 autres Etats avaient accordés 106 bourses supplémentaire. Au mois de décembre 1961, on comptait que 19 Etats membres avaient offert 249 bourses; d'autres sont en cours de négociation. Le 6 décembre 1961, les gouvernements des Etats

membres africains ont été invités à communiquer le nom de leurs candidats avant le 16 février 1962. Les boursiers commenceront leurs études en avril-mai 1962, pour la langue de travail et en septembre-octobre 1962 pour les disciplines scientifiques et techniques.

La campagne sera financée en partie au moyen de fonds réservés par la Conférence générale pour les programmes de bourses destinées à l'Afrique pour servir à assurer les déplacements, internationaux ou interrégionaux des étudiants, ainsi que les dépenses connexes.

L'UNESCO organisera en 1962 une conférence sur le développement de l'enseignement supérieur en Afrique. Le Gouvernement de la République Malgache a proposé que la conférence se réunisse à Tananarive au début de septembre 1962. Elle durera 10 jours au cours desquels les sujets suivants seront examinés : rôle de l'enseignement supérieur dans le développement culturel, économique et social des pays africains; recrutement du personnel de l'enseignement supérieur en Afrique; financement de l'enseignement supérieur en Afrique; choix et adaptation des programmes de l'enseignement supérieur aux conditions de vie et au développement de l'Afrique; coopération interafricaine pour le développement de l'enseignement supérieur dans le continent.

F. Méthodes et moyens de l'enseignement

Le Programme ordinaire de l'UNESCO prévoit une aide pour la création à Accra, Ghana, d'un centre régional de préparation des manuels scolaires et des méthodes d'enseignement. Ce centre aura les attributions suivantes: évaluer les besoins en manuels et matériel d'enseignement et en matière de formation pour la préparation des manuels. Quatre experts, assistés d'un

NOV
1964

personnel de bureau, assureront le fonctionnement de ce centre. Ils seront chargés d'effectuer, en collaboration avec les autorités nationales, une enquête sur les besoins et les ressources dans ce domaine; ils organiseront des séminaires à l'intention des auteurs, des éditeurs et des illustrateurs. Le résultat de ces études et d'autres révisions de manuels en usage seront mis à la disposition des éditeurs et le centre s'attachera particulièrement à créer des services de rédaction pour les organes de publication qui pourraient être institués au titre du programme extraordinaire pour l'Afrique.

Au titre du Programme extraordinaire, l'UNESCO contribue à créer, à Yaoundé, Cameroun, une maison d'édition équipée de presses, de machines à relier, de laboratoires photographiques et dotée d'un personnel compétent, et disposant de stocks de papier suffisants. Ce centre sera organisé sur une base sous-régionale et, en collaboration étroite avec le bureau régional pour les manuels scolaires, mentionné ci-dessus, sera chargé de fournir le matériel scolaire de base et le matériel destiné aux adultes nouvellement instruits. La mise en oeuvre comportera la création par l'UNESCO d'un fonds affecté à un centre unique : une somme d'environ 400.000 dollars destinée à couvrir les frais d'assistance technique en matière d'experts, recrutés selon une base régressive, ainsi que les dépenses de capital pour les machines, les bâtiments et un stock initial de papier. Une telle installation pourra fournir quotidiennement 2.500 exemplaires d'un manuel scolaire courant. Elle sera également à même de mettre en oeuvre un programme de formation des techniciens en cour d'emploi et pourra, après la phase initiale, devenir le service de publication du Ministère de l'éducation.

L'UNESCO et le pays dans lequel le centre sera créé ont signé un accord aux termes duquel le pays intéressé jouera le rôle d'agent pour les pays du groupe régional. Ce groupe sera chargé de créer un conseil du centre de la production de manuels scolaires qui sera présidé, en premier lieu, par le directeur de la presse. Ce conseil, à l'aide des fonds régionaux, puis de ses propres fonds, assurera le fonctionnement du centre et fournira papier et la main-d'oeuvre locale. Il sera également chargé de fournir du personnel, d'établir les programmes de travail de fixer les prix, de diffuser les ouvrages et rendra compte de ses diverses activités aux gouvernements membres et à l'UNESCO.

Pour les bibliothèques scolaires, voir service de bibliothèques (III.4.C.); pour les émissions éducatives, voir service d'information (III.4.D.).

2. SCIENCES NATURELLES

A. Ressources naturelles

Les études sur les ressources naturelles du continent africain, qui ont été effectuées par le Secrétariat en 1960 à la demande de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique et au titre du programme ordinaire, ont été reproduites sous une forme provisoire et communiquées pour observations aux pays-membres, aux institutions spécialisées de l'ONU, aux organisations non-gouvernementales et à des spécialistes.

L'UNESCO a contribué à l'organisation du colloque sur "La préservation de la nature et des ressources naturelles dans les nouveaux pays d'Afrique", qui a eu lieu en septembre 1961 à Arusha (Tanganyika), avec la participation de 140 personnes venues de 26 pays différents (21 pays d'Afrique et 5 pays non-africains) et représentant les gouvernements et les organisations scientifiques. Les recommandations adoptées à l'issue de ce colloque donneront lieu à des mesures concertées visant à la préservation des ressources naturelles.

Un expert de l'assistance technique spécialisé dans la préservation des ressources naturelles a été détaché en Guinée pendant un an afin d'y réorganiser les activités de recherche scientifique et de préservation dans la réserve du Mont Nimba.

Un stage de rappel d'une durée de deux mois a été organisé à Brazzaville en vue de parfaire la formation théorique et pratique des géologues et prospecteurs adjoints; 16 personnes venues de 10 pays de l'Afrique de l'ouest et du centre y ont participé.

B. Coopération scientifique

Le Bureau de l'UNESCO pour la coopération en matière scientifique dans le Moyen-Orient, qui est établi au Caire, ayant de son ressort quelques pays qui appartiennent également à la Commission économique pour l'Afrique, on trouvera ci-après un aperçu de ses activités en 1961. Les activités qui relèvent du programme se rapportent en particulier à des projets relatifs aux zones arides. Ce bureau organise des stages régionaux de formation et distribue une documentation scientifique aux institutions intéressées. Un stage régional d'une durée de quatre semaines

consacré à la prospection des ressources en eaux souterraines et à l'estimation de leur potentiel, a eu lieu à Tunis en octobre-novembre 1961; 25 personnes venues du Nord de l'Afrique et du Proche-Orient y ont assisté. Dans le domaine de l'enseignement scientifique, un stage de formation des techniciens de laboratoires de chimie a pris fin en mars. Un stage de formation à la Prospection et à l'estimation du potentiel des ressources en eaux souterraines a été organisé à Tunis en Octobre Novembre 1961 et un cycle d'études sur le développement et la différenciation des cellules a eu lieu en octobre 1961 à Istanbul (Turquie) avec la participation de plusieurs scientifiques venus des pays du ressort de la CEA. Un stage régional de formation aux sciences maritimes prévu pour la fin de 1961 à Casablanca (Maroc) a été préparé.

En outre, une coopération dans le domaine scientifique au moyen d'échange de publications, de conférences publiques et d'autres formes de publicité et d'information est en train de s'établir.

L'UNESCO, de concert avec la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, étudie la possibilité de nommer un fonctionnaire à la coopération scientifique pour l'Afrique.

Dans le cadre des opérations civiles de l'ONU au Congo (Léopoldville), l'UNESCO est intervenue à plusieurs reprises pour faire en sorte que les activités des institutions scientifiques existant au Congo se poursuivent, celles en particulier de l'Institut de recherches scientifiques en Afrique centrale (IRSAC) et des Parcs nationaux.

Les activités de fabrication à grande échelle prévues aux programmes de développement industriel de la République Arabe Unie impliqueront l'interchangeabilité des éléments et, par conséquent, des mesures et des spécifications de la plus haute précision. Récemment, le gouvernement a créé au Caire un petit Centre des instruments scientifiques qui se consacre à des activités de réparation et d'entretien; en 1957 il avait créé l'Organisation égyptienne de normalisation. Le Fonds spécial accordera pendant cinq ans une assistance ayant pour objet de permettre d'étendre les services et les moyens de ces organisations à un laboratoire de physique spécialisé dans la métrologie et de créer dans la région égyptienne

des laboratoires nationaux de conservation des étalons de mesure primaires et secondaires.

Le Fonds spécial envisage d'autre part, d'accorder une assistance en vue de la création d'un Bureau de normalisation, en Nigeria

C. Enseignement des sciences

Du 5 au 18 décembre 1960 Abidjan a accueilli une réunion d'experts de l'enseignement des Sciences en Afrique tropicale, organisée par l'UNESCO avec la collaboration du gouvernement de la Côte-d'Ivoire. A l'occasion de cette réunion, on a discuté des besoins particuliers aux pays d'Afrique tropicale en matière d'enseignement des sciences dans les écoles secondaires; des recommandations ont été formulées au sujet des améliorations essentielles auxquelles il importe de pourvoir. Des experts représentant 17 pays et plusieurs observateurs ont assisté à cette réunion.

Sur la base des résultats de cette réunion, une brochure consacrée à l'enseignement des sciences dans les écoles secondaires sera publiée en 1961 au titre du programme ordinaire. On y trouvera une estimation de besoins de même que des suggestions portant sur les moyens d'améliorer la situation qui prévaut actuellement en fait d'enseignement des sciences dans les écoles secondaires.

Au titre du programme élargi d'assistance technique, un cycle d'études régional, consacré à l'enseignement des sciences fondamentales à l'échelon universitaire, aura lieu dans le courant de l'été 1962 au Senegal (Dakar). Y prendront part, en tant que représentants des pays membres, des professeurs d'université, des conférenciers et des doyens d'universités africaines, et aussi des observateurs. On y examinera principalement les sujets suivants: programmes d'études, méthodes d'enseignement des sciences, matériel nécessaire et organisation des laboratoires.

D. Enseignement technique

L'UNESCO, que le Fonds spécial a désigné comme agent d'exécution, s'occupe dans divers pays d'Afrique de plusieurs projets portant sur l'enseignement technique.

En Libye, un Institut de technologie doit s'ouvrir en octobre 1962; des professeurs appartenant à la Faculté de sciences de l'Université de Libye seront chargés des cours de l'année préparatoire.

L'Ecole d'ingénieurs du Maroc progresse conformément au programme à la suite de l'engagement d'experts; elle a été ouverte à l'enseignement en novembre 1960 et en janvier 1961 elle a nommé un conseiller technique principal. Trois autres experts sont à pied d'oeuvre; des pourparlers sont en cours en vue de l'engagement d'un autre expert.

Les projets suivants qui concernent des établissements d'enseignement technique font actuellement l'objet d'une étude très poussée: une école technique à créer au Dahomey; un institut de formation technique à créer au Gabon; le Kumasi College of Technology au Ghana; un institut de formation technique en Guinée; le département de technique appliquée de l'Université fédérale de Lagos en Nigeria; un institut de formation technique au Sénégal; formation de techniciens de laboratoire au Soudan la faculté de techniques appliquées du Royal College, de Nairobi et l'Ecole polytechnique du Kenya, au Kenya; l'institut technique de Kampala, en Ouganda.

3. SCIENCES SOCIALES

A. Enseignement et recherches

En application des recommandations des experts de l'UNESCO, un institut de sciences sociales a été créé à l'Université du Maroc. Cet Institut est habilité à décerner un grade universitaire en sciences sociales; par la suite, elle décernera un diplôme d'études supérieures ou un doctorat en sciences sociales. L'institut a été inauguré en octobre 1960; une soixantaine d'étudiants s'y sont inscrits la première année. En 1961, un expert y a été détaché en qualité de conseiller; il participe à l'enseignement de la sociologie (PEAT).

Depuis 1959, plusieurs missions d'experts ont été envoyées en Tunisie afin de conseiller les pouvoirs publics au sujet de l'organisation de l'enseignement et des recherches portant sur les sciences sociales au sein de l'Institut d'études supérieures de Tunis.

Ces missions ont abouti à l'instauration d'un grade universitaire tunisien en sociologie. Un expert de l'UNESCO a participé en 1961 à l'enseignement inculquant les connaissances sanctionnées par un certificat

de sociologie du Maghreb, qui est un des trois certificats requis pour le grade universitaire mentionné ci-dessus (PEAT).

Pendant la période de deux ans en cours, une mission sera envoyée sur place pour étudier la phase initiale d'un projet d'assistance technique. A l'issue de cette enquête, une réunion régionale sera convoquée en vue d'un examen de ses conclusions et de la préparation de l'action à entreprendre ultérieurement pour mettre au point des techniques d'estimation (PEAT).

Pendant cette même période, un expert effectuera une série d'études sociologiques et anthropologiques sur les désordres mentaux, au Dahomey, en Guinée, au Mali et au Sénégal (programme ordinaire).

B. Stages de formation

L'UNESCO a accepté, au titre du programme élargi d'assistance technique, de mettre à la disposition de l'Institut de recherches sociales et économiques de la Nigeria, qui relève de l'Université d'Ibadan, deux experts chargés de prêter leur concours à cet institut pour l'exécution d'une enquête sur les facteurs socio-économiques de la productivité agricole en Nigeria. Un de ces deux experts est arrivé à Ibadan en octobre; les pourparlers sont en cours en vue de l'engagement du deuxième.

Au titre du Programme d'assistance technique régionale établi pour 1960, un stage régional de rappel des connaissances acquises a eu lieu à Rabat (Maroc) du 19 décembre 1960 au 3 janvier 1961 à l'intention des jeunes économistes africains d'expression française; au titre du même programme, un stage analogue, ouvert aux économistes africains de langue anglaise a été organisé du 1er au 15 juillet 1961 à Addis-Abéba (Ethiopie).

1. Le stage de rappel réservé aux économistes francophones, qui a été organisé à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université de Rabat, a rassemblé 47 élèves venus de 12 pays d'Afrique.

Sous la direction d'experts appartenant aux universités africaines d'expression française, les stagiaires ont étudié les problèmes que posent le développement économique et la planification en Afrique, l'industrialisation et les techniques de l'analyse économique telle que pratiquée aujourd'hui.

2. Quant au stage destiné aux économistes anglophones, qui s'est déroulé à l'University College d'Addis-Abéba, une trentaine d'élèves venus de onze pays d'Afrique y ont participé.

L'établissement du programme scientifique du stage avait été confié à l'Association économique internationale. Des matières portant sur le développement économique et la planification en Afrique ont été étudiées sous la direction d'experts détachés par les Universités africaines d'expression anglaise.

C. Les sciences sociales appliquées.

Dans le cadre des études ayant pour objet l'équilibre du progrès social et du progrès économique, l'Association économique internationale, avec le concours de l'UNESCO, a organisé en juillet 1961 à Addis-Abéba, une conférence de la table ronde consacrée au progrès économique en Afrique (programme ordinaire).

Pour contribuer à l'étude des problèmes que pose l'urbanisation en Afrique, l'Organisation des Nations Unies, la Commission économique pour l'Afrique, l'OIT, l'OMS et l'UNESCO organiseront en avril-mai 1962 à Addis-Abéba un cycle d'études consacré à l'urbanisation. En se fondant sur les résultats fournis par les recherches passées et en cours ayant trait à ce domaine, ce cycle d'études examinera les conditions dans lesquelles on pourra résoudre les divers problèmes que fait naître une urbanisation accélérée (programme régional d'assistance technique).

Un projet de recherches en cours d'exécution au Sierra Leone sous les auspices du Département d'anthropologie de l'Université d'Edimbourg sera élargi avec le concours de l'UNESCO pour englober les problèmes que posent les enfants en fin de scolarité et ceux de la vie familiale dans les zones urbaines.

4. SERVICES CULTURELS ET SOCIAUX

A. Développement communautaire

En 1960, un centre national de développement communautaire a été créé à Shendi, au Soudan, avec le concours d'un expert de l'UNESCO en matière d'instruction des adultes. Ce centre possède une commission consultative

composée de représentants des ministères ayant à connaître des activités de développement communautaire. Son personnel comprend 15 conférenciers et professeurs, dont 5 travaillent à temps complet et 10 à temps partiel, qui collaborent avec l'expert de l'UNESCO. Le centre pourvoit à la formation des travailleurs sociaux au niveau des villages; en 1962, il entreprendra de former le personnel technique qui, bien que qualifié dans tel ou tel domaine, a besoin d'acquérir des connaissances relatives aux méthodes d'enseignement. En 1961, 28 étudiants, qui pour la plupart étaient des instituteurs venus des différentes provinces, ont obtenu le diplôme de fin d'études; 30 étudiants sont inscrits pour l'année scolaire 1961-1962. Les études durent 10 mois. Le programme est en trois parties:

- a) conférences, démonstrations et études pratiques en groupe pendant 4 mois;
- b) travaux pratiques à pied d'oeuvre pendant 4 mois, terminés par une étude de la conjoncture socio-économique;
- c) utilisation des moyens visuels, formation aux activités des industries à domicile et secourisme pendant 2 mois.

La pratique des méthodes d'agriculture est un des points essentiels de la formation. Les travaux pratiques à pied d'oeuvre représentent également un aspect important du programme. Les étudiants sont répartis en équipes de quatre ou plus; sous le contrôle d'un membre du personnel, ils sont affectés à des villages différents où ils vivent et travaillent avec la population.

Une "zone de mise en oeuvre de projets-pilote", qui comprend 20 villages, est du ressort du centre; la plupart des diplômés doivent y être affectés.

Le plan national de développement économique et social du Cameroun prévoit la création d'un système d'éducation des communautés dans les zones rurales. Au titre de ce plan, on formera au niveau des villages des agents sociaux dont les fonctions seront d'apprendre aux gens à lire et à écrire, d'améliorer les conditions sanitaires et les méthodes agricoles, de relever le niveau de vie d'une manière générale. Le gouvernement du Cameroun a demandé à l'UNESCO deux experts qui contribueront à l'organisation de deux centres

d'instruction des adultes et de développement communautaire destinés à former des agents à l'échelon du village. Le premier de ces centres a été établi à Otele, dans la région du sud; le deuxième sera créé en 1962 à Marousa; il desservira la région du nord.

Le Centre des Etats arabes pour la formation aux méthodes d'éducation applicables au développement communautaire (ASFEC) a été créé en 1952 au titre d'un accord conclu entre le gouvernement de la République Arabe Unie (qui était alors l'Egypte) et l'UNESCO. La République Arabe Unie fournit le terrain, les locaux, le personnel du service général, les transports et autres facilités. De son côté, l'UNESCO fournit le personnel d'enseignement, des bourses d'études et les capitaux nécessaires à la mise en oeuvre du programme. L'ONU, l'OIT, l'OMS et la FAO ont fourni des experts, selon leurs spécialités respectives. En vertu du même accord, les Etats arabes qui participent à l'ASFEC prennent à leur charge les frais de voyage de leurs stagiaires et continuent de leur verser leurs appointements pendant la durée de leurs études au Centre.

Les pays membres suivants participent actuellement aux travaux du Centre: Arabie séoudite, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, République Arabe Unie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yemen.

Neuf stages normaux, d'une durée de 9 à 21 mois, ont été organisés au Centre; pendant la période correspondante, le nombre des bourses accordées au titre du programme ordinaire de l'UNESCO et du programme élargi d'assistance technique, par la République Arabe Unie et les pays participants aux activités du centre, a été de 589 (484 à des hommes et 105 à des femmes).

Cinq stages de courte durée (3 mois) ont eu lieu; ils ont été suivis par 161 boursiers. D'autres stages ont été organisés à l'intention de boursiers individuels et de groupes spéciaux.

Avant 1955, le programme avait pour objet de former des animateurs de l'éducation fondamentale, une importance particulière étant alors accordée au travail en équipe et à la spécialisation dans un domaine particulier. A partir du 4ème stage, l'accent a été placé sur la formation devant permettre aux étudiants de travailler seuls aussi bien qu'en équipe. Les étudiants ont été initiés à divers aspects du développement communautaire, le progra-

me insistant naturellement sur leurs spécialisations respectives. On les a également formés à travailler avec les techniciens des divers ministères et à collaborer avec les services techniques, locaux ou nationaux.

Le Centre établit sous forme de prototypes une documentation sur l'éducation, qu'il fournit aux ministères ayant à connaître des services ruraux dans tous les pays arabes. Ces publications sont aussi distribuées aux institutions spécialisées et aux diplômés de l'ASFEC.

B. Préservation et vulgarisation des héritages culturels

Afin que les cultures africaines, dans leur richesse et leur variété puissent être préservées, étudiées et vulgarisées pour servir de contribution à une compréhension plus étendue et à une meilleure prise de conscience de l'héritage de l'humanité, l'UNESCO, à l'occasion de la 11^{ème} session de sa Conférence générale, a été invitée à participer, sur leur demande aux entreprises des pays membres d'Afrique ayant accédé récemment à l'indépendance qui visent à la préservation et à l'étude de leurs cultures.

Cette assistance est accordée au titre du programme de participation pour les fins suivantes:

- organisation de réunions ou de groupes de travail en vue de l'établissement de programmes d'études et de recherches présentant un intérêt culturel commun à plusieurs pays d'Afrique;
- enregistrement des traditions orales et établissement d'une documentation se rapportant à l'Histoire, aux religions, aux arts, à la littérature, à la musique, etc.; on pourra avoir besoin à ces diverses fins de conseils d'experts et d'un matériel audio-visuel;
- voyages d'études destinés à permettre aux chercheurs africains de se spécialiser davantage dans leurs disciplines respectives qui relèvent du domaine des études humanistes et à tirer profit de la documentation existant sur le territoire du continent africain et au dehors;
- création et organisation d'institutions et de services (centres culturels, musées, archives, etc.) destinés à l'étude, à la préservation et à la vulgarisation des divers aspects des cultures africaines; création

de bibliothèques pilotes ouvertes au public.

Pour la période 1961-1962, cette assistance est fournie à 21 pays et territoires d'Afrique, sous la forme de bourses devant servir à des recherches sur les cultures africaines, de matériel permettant de recueillir la documentation et d'enregistrer les traditions orales, de conseils fournis par des experts en vue de l'organisation de missions de recherches, de la création de musées, d'archives, de bibliothèques et de l'exécution de projets pilotes, sous la forme enfin de subventions attribuées aux institutions culturelles en vue de l'organisation de colloques d'études.

Un colloque organisé par l'University College d'Ibadan avec le concours du Gouvernement fédéral de la Nigeria et de l'UNESCO a eu lieu à Ibadan en décembre 1960; il devait permettre de définir les principes à adopter pour l'oeuvre culturelle à entreprendre en Afrique. Ce colloque international consacré aux cultures africaines, à leur histoire, à leur intérêt et à leurs perspectives avait un double objet:

- offrir à des personnalités africaines éminentes l'occasion d'exposer leurs opinions et d'échanger leurs idées sur leur héritage culturel; et
- formuler des recommandations particulières au sujet des mesures réalisables que l'on pourrait prendre pour stimuler les études africaines et pour susciter une meilleure compréhension de la culture africaine et une meilleure appréciation de son intérêt.

Un deuxième colloque consacré à la "contribution des religions à l'expression culturelle de la personnalité africaine" a été organisé par le gouvernement de la Côte-d'Ivoire à Abidjan, en avril 1961, avec le concours de l'UNESCO.

(cf. la campagne internationale pour la sauvegarde des monuments de Nubie-II.6)

C. Bibliothèques

Au titre d'une mission de 3 mois relevant du programme de participation (février-mai 1961), un expert a effectué une enquête sur ce que possède la Somalie en fait de bibliothèques. Le gouvernement du pays a demandé qu'à partir de mai 1961, la mission soit poursuivie pendant 12 mois au

titre de l'assistance technique. L'expert a pour rôle de conseiller et d'aider les autorités locales pour ce qui a trait à l'organisation générales des bibliothèques, en s'attachant particulièrement aux bibliothèques publiques, d'établir un plan à long terme en vue du développement des bibliothèques dans le pays et de contribuer à la formation de bibliothécaires. Sous son contrôle, deux bibliothèques ont été réorganisées à Mogadiscie et l'on a entrepris de créer des archives centrales provisoires à la Bibliothèque nationale. L'expert doit organiser des stages de courte durée destinés à la formation des enseignants chargés des bibliothèques; il aidera les autorités à établir une liste des livres et du matériel à fournir dans le cadre de cette mission, à concurrence de 4000 dollars. Deux bourses d'études seront accordées à des bibliothécaires du pays, qui recevront la formation nécessaire avant de poursuivre la tâche entreprise par l'expert.

En 1957, le gouvernement de la Nigeria orientale et l'UNESCO ont conclu un accord d'une durée de cinq ans en vue de l'organisation d'une bibliothèque publique pilote qui doit servir de modèle aux bibliothèques de la région. La bibliothèque centrale nationale a été inaugurée le 9 février 1959.

En vertu de cet accord, une mission de trois mois (juillet-septembre 1961) a été confiée à un expert en vue d'une étude critique du projet. Cet expert, assisté d'étudiants en sciences sociales et du personnel de la bibliothèque a jugé de l'efficacité de la bibliothèque, a étudié critiquement ses méthodes, ses collections et ses services, de même que son influence sociale et culturelle; il a en outre étudié les moyens de développer le réseau régional de bibliothèques.

Les conclusions de l'expert seront incorporées à un rapport en cours de rédaction qui constituera un des documents de travail du cycle d'études régional consacré à l'extension des bibliothèques publiques en Afrique, qui aura lieu en septembre 1962 à Enugu (Nigeria orientale).

Un réseau régional de formation des bibliothécaires des pays d'expression française de l'Ouest-Africain doit être organisé au Sénégal; il assurera la formation aux méthodes modernes d'administration des bibliothèques en vue principalement de satisfaire aux conditions particulières aux bibliothèques publiques. Un expert en matière de bibliothèques, établi depuis octobre

1961, en consultation avec les gouvernements intéressés, un plan d'organisation qui aboutira à la création du centre en 1962. Cet expert formulera des propositions au sujet des institutions dont ce centre devra relever, de l'élaboration d'un programme d'études approprié et de méthodes d'instruction, du recrutement du personnel enseignant, de la sélection des étudiants, des moyens d'enseignements à prévoir et de l'établissement de programmes à long terme concernant les activités du centre. Il assumera les fonctions de directeur du centre, participera activement à l'instruction et à la formation de son homologue auquel sera confié à son départ l'administration du projet (programme ordinaire).

De même, au titre du PEAT, des experts ont été envoyés à Madagascar et au Niger où ils prêteront leur concours au gouvernement pour la création d'un réseau de bibliothèques publiques.

En juillet, au titre d'une mission de huit mois relevant du PEAT, un expert a été envoyé au Territoire fédéral de Lagos (Nigeria), pour contribuer à l'organisation de bibliothèques dans les écoles des diverses catégories. Il doit établir les bases de l'organisation d'un réseau de bibliothèques dans les écoles primaires et les écoles professionnelles, il contribuera à l'organisation et au contrôle des bibliothèques qui existent déjà dans les écoles, les écoles normales et les salles de classe et il organisera un cours de formation à l'intention des bibliothécaires d'écoles. Une bourse d'études à l'étranger doit être attribuée à un bibliothécaire du pays pour lui permettre de poursuivre l'oeuvre entreprise par l'expert.

D. Services d'information

Depuis le milieu de 1960, un conseiller est attaché au ministère de l'information du Togo pour contribuer à la réorganisation et à l'extension des services d'information du gouvernement, de la presse en particulier. Ce spécialiste a élaboré un plan en vue de la création d'un office d'imprimerie, qui est sur le point d'être établi, et du lancement d'un quotidien, le premier à paraître au Togo, dont la publication doit commencer vers la fin de 1961. Une série de cours du soir consacrés au journalisme a été organisée (programme ordinaire); ces cours ont été suivis par des fonctionnaires de l'information et par des journalistes indépendants.

Pour préparer l'adaption aux conditions propres à l'Afrique des méthodes d'enseignement par la radiodiffusion et pour établir un programme coordonné d'action en vue de l'organisation, dans la région, d'un système d'enseignement par la radio, l'UNESCO a convoqué en septembre 1961 à Moshi (Tanganyika) une conférence consacrée à l'enseignement par la radiodiffusion en Afrique tropicale. Des directeurs d'organismes de radiodiffusion et des directeurs de l'enseignement ont assisté à cette conférence, dont les recommandations ont souligné la nécessité de renforcer d'urgence les services de radiodiffusion et d'instaurer une collaboration entre les autorités de l'enseignement et les services de radiodiffusion. On a de plus indiqué qu'il conviendrait aussi d'accorder une attention particulière à la formation du personnel de radiodiffusion à l'échelon régional et à l'échelon sous-régional. A cet effet, il conviendra de mettre des bourses à la disposition des services nationaux et d'entreprendre une étude sur les méthodes actuellement en usage en Afrique pour la formation du personnel de la radiodiffusion. D'autres recommandations concernaient l'organisation de stages pilotes de courte durée à l'intention des enseignants et consacrés à la radio à l'école, la mise en oeuvre dans un pays d'Afrique d'un projet pilote dit "Radio Farm Forum", l'ouverture d'un centre régional bilingue destiné à l'échange de programmes et de personnel entre les organisations de radiodiffusion et la création d'institutions africaines de recherches sur l'exploitation de la radiodiffusion. La conférence a d'autre part recommandé que l'on entreprenne une étude sur la fabrication en très grande série de récepteurs radio à transistors et sur leur distribution. Enfin, la conférence a invité l'UNESCO à étudier l'emploi de la télévision en tant que complément à la radiodiffusion appliquée à l'enseignement, à financer et organiser dans les zones africaines des projets d'enseignement fondé sur la télévision et à se livrer à des expériences dans ce domaine.

En 1962, l'UNESCO doit organiser au titre de son programme ordinaire un stage de formation consacré à la réalisation pratique des émissions de radiodiffusion éducative. Des bourses et des dons pour études seront mis, sur leur demande, à la disposition des pays d'Afrique, pour servir au déve-

Ioppement de leurs services de relation avec les masses. A l'initiative du gouvernement du Sénégal, l'UNESCO a organisé à Dakar du 30 janvier au 27 mai 1961, le premier cycle d'études africain consacré à l'enseignement du journalisme. Douze pays d'expression française ont envoyé des représentants; 15 boursés avaient été attribuées à cette occasion, 12 par l'UNESCO, 2 par le Sénégal et une par la Côte-d'Ivoire. Les cours, qui ont été donnés à l'Université de Dakar par des experts canadiens, français et suisses, avaient principalement pour objet la formation "d'animateurs" qui, rentrés dans leur pays, pourraient contribuer, à leur tour, à la formation de jeunes journalistes en organisant des séances de travaux pratiques ou des conférences, soit au ministère de l'information, soit dans les bureaux des journaux ou des services de radiodiffusion.

Au titre du programme régional d'assistance technique, l'UNESCO doit organiser du 24 janvier au 6 février 1962 à Casablanca (Maroc) une conférence sur le développement des moyens d'information en Afrique. On prévoit la participation d'experts représentants une quarantaine de pays.

E. Moyens audio-visuels

Le projet du Ghana concernant les moyens d'éducation audio-visuels a été lancé en janvier 1958; il a été confié à la section des moyens audio-visuels du département de la protection sociale et du développement communautaire. La mission a permis d'intensifier et de développer les travaux de cette section, comme de former du personnel dans des conditions telles qu'elle est dorénavant entièrement africanisée.

On s'est rendu compte rapidement que les moyens audio-visuels étaient nécessaires non seulement au ministère de la protection sociale et du développement communautaire, mais aussi à plusieurs autres ministères. Le problème de la concentration et de la coordination des efforts s'est alors posé, rendant nécessaires des mesures de centralisation plus complètes et plus nombreuses.

L'exécution des plans établis en vue de la création d'un Centre national des moyens visuels à l'Institut pédagogique de l'Université du Ghana a atteint un stade avancé. On prévoit qu'à partir de 1963 la mission sera renforcée pour comprendre trois spécialistes au lieu d'un seul.